



COMMUNIQUÉ INTERSYNDICAL DU 1^{ER} MAI 2015

POUR BLOQUER CETTE POLITIQUE D'AUSTÉRITÉ

*Retrait du pacte de responsabilité, de la Loi Macron et de la réforme territoriale
Priorité aux salaires, à l'emploi, aux retraites, à la sécurité sociale et aux services publics*

Depuis plusieurs années les réponses des gouvernements successifs, pour lutter contre la crise économique, se sont limitées à multiplier les cadeaux au patronat et tout particulièrement aux entreprises du CAC 40.

L'accord interprofessionnel sur la sécurisation de l'emploi, le pacte de responsabilité, le crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi ont permis aux entreprises de baisser leurs cotisations patronales, c'est-à-dire amputer d'autant les moyens de la protection sociale. Ces exonérations atteignent des niveaux record sans pour autant avoir empêché la montée du chômage, preuve il en est de l'inefficacité évidente de cette politique.

La loi Macron et la réforme des seuils sociaux aggraveront les conditions de vie des salariés avec, entre autres, la fin du repos dominical pour beaucoup d'entre eux, la réforme des prud'hommes et la remise en cause des CHSCT. Plus de flexibilité, c'est plus de profits et de dividendes pour le grand patronat au détriment de l'investissement et de l'emploi dans une plus grande insécurité sociale.

Pour financer ces largesses, le gouvernement rogne les dépenses publiques avec pour conséquence la suppression de milliers d'emplois, les restructurations incessantes des services, le gel de la valeur du point d'indice, une dégradation des conditions de travail et une régression du droit syndical.

La réforme territoriale, dans le processus de réduction des déficits publics, détruira également encore un peu plus le lien social dans notre pays, en déstructurant le service public sur l'ensemble du territoire de la République.

Face à la politique de ce gouvernement qui ne vise qu'à flexibiliser et précariser le social et le travail pour répondre aux dogmes économiques libéraux, il nous faut réagir ! Il y a urgence !

Les déclarations récentes sur la durée du travail ou le contrat de travail unique montrent bien que cette logique d'austérité poursuit son inexorable marche ... Il nous faut l'arrêter !

Face à une telle surdité gouvernementale, face à un tel « détricotage » social et républicain, l'heure doit être à l'offensive.

Dans la continuité de la journée de grève interprofessionnelle du 9 avril dernier, il nous faut maintenant poursuivre la construction du rapport de force.

L'ensemble des salariés, du privé comme du public, est appelé à y participer.

- **Pour une augmentation significative des salaires et des retraites**
- **Pour une amélioration des conditions de travail**
- **Pour consolider la Sécurité sociale et les régimes sociaux (retraite, chômage, etc.)**
- **Pour renforcer nos services publics garants de l'égalité des citoyens sur tout le territoire**
- **Pour dynamiser l'activité et créer de vrais emplois**
- **Pour une grande réforme fiscale**
- **Pour obtenir une vraie réorientation de la politique économique aux niveaux européen et national**
- **Pour mettre fin à la régression sociale qui plonge l'Europe dans la crise et renouer avec le progrès social**

Maintenant ça suffit !

**RENDEZ-VOUS VENDREDI 1^{ER} MAI 2015 À PARTIR DE 10H00
PLACE DE LA VICTOIRE AU PIED DU CASTILLET À PERPIGNAN**

Perpignan, le 24 avril 2015